



REVUE TIERS MONDE

Revue Tiers Monde, Hors série 2011

Revue trimestrielle publiée par
l'Institut d'Étude du Développement Économique et Social
Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

PROTESTATIONS SOCIALES, RÉVOLUTIONS CIVILES Transformations du politique dans la Méditerranée arabe

Sous la direction de **Sarah BEN NÉFISSA** et Blandine **DESTREMAU**

MOBILISATIONS SOCIALES ET POLITIQUES : LES SOCIÉTÉS EN MOUVEMENT

Sarah Ben NÉFISSA	INTRODUCTION <i>Mobilisations et révolutions dans les pays de la Méditerranée arabe à l'heure de « l'hybridation » du politique – Égypte, Liban, Maroc, Tunisie</i>
Amin ALLAL Karine BENNAFLA	Les mouvements protestataires de Gafsa (Tunisie) et Sidi Ifni (Maroc) de 2005 à 2009 – <i>Des mobilisations en faveur du réengagement de l'État ou contre l'ordre politique ?</i>
Antoine DUMONT	De Redeyef à Nantes : mobilisation sociale et migration internationale
Marie-Noëlle ABIYAGHI Myriam CATUSSE	« Non à l'état holding, oui à l'État providence » - <i>Logiques et contraintes des mobilisations sociales dans le Liban de l'après-guerre</i>
Marie DUBOC	La contestation sociale en Égypte depuis 2004 – <i>Précarisation et mobilisation locale des ouvriers de l'industrie textile</i>
Nathalie BERNARD-MAUGIRON	Nouvelles stratégies de mobilisation et réforme du droit de la famille – <i>La « loi sur le khul' » en Égypte</i>
Laure GUIRGUIS	Contestations coptes contemporaines en Égypte
Bouchra SIDI HIDA	Mobilisations collectives à l'épreuve des changements au Maroc
Sabine PLANEL	Mobilisations et immobilisme dans l'arrière-pays de Tanger-Med – <i>Effet des contradictions de la réforme de l'État</i>

RÉVOLUTIONS CIVILES : LE BASCULEMENT DU POLITIQUE

Michaël Béchir AYARI	Des maux de la misère aux mots de la « dignité » – La révolution tunisienne de janvier 2011
Larbi CHOUIKHA Éric GOBE	La force de la désobéissance : retour sur la chute du régime de Ben Ali
Sarah BEN NÉFISSA	Ces 18 jours qui ont changé l'Égypte – <i>Révolution civile et politique</i>

Rédaction et administration : Institut d'Étude du Développement Économique et Social

45 bis, av. de la Belle Gabrielle 94736 Nogent sur Marne Cedex

Tél : 01 43 94 72 26 – fax : 01 43 94 72 44 - tiermond@univ-paris1.fr

Abonnements et ventes : Armand Colin – www.armand-colin.com - infos@armand-colin.fr

5 rue Laromiguière, 75240 Paris Cedex 05 - Tel : 0 820 065 095 - fax 01 40 64 89 51

Publié avec le concours du Centre national du livre – Prix du numéro : 20 €

Abonnements pour l'année 2010 : Particuliers : France 62 € - Étranger 72 € - Institutions : France 115 € - Étranger 125 €

**Armand
Colin**

PROTESTATIONS SOCIALES, RÉVOLUTIONS CIVILES

Transformation du politique dans la Méditerranée arabe

Sous la direction de Sarah **BEN NÉFISSA** et Blandine **DESTREMAU**

INTRODUCTION

Sarah Ben NÉFISSA : Mobilisations et révolutions dans les pays de la Méditerranée arabe à l'heure de « l'hybridation » du politique – Égypte, Liban, Maroc, Tunisie

Bien avant les révolutions tunisienne et égyptienne, les pays de la Méditerranée arabe ont connu des mobilisations et des protestations sociales d'importance. La rareté des travaux scientifiques à leurs propos atteste de la difficulté d'intégrer le phénomène des mouvements sociaux comme un « objet de recherche légitime » sur la région. L'introduction s'interroge sur un tel constat. À partir des articles du dossier, elle pose l'importance d'analyser les mouvements sociaux et politiques arabes dans le cadre des travaux qui ont renouvelé l'analyse des régimes politiques à partir de la thèse de leur « l'hybridation » à l'heure de la mondialisation. Elle critique la notion de « structures des opportunités politiques » et émet des hypothèses sur la baisse d'efficacité de l'idiome islamiste dans le langage contestataire de la région.

MOBILISATIONS SOCIALES ET POLITIQUES : LES SOCIÉTÉS EN MOUVEMENT

Amin ALLAL, Karine BENNAFLA : Les mouvements protestataires de Gafsa (Tunisie) et Sidi Ifni (Maroc) de 2005 à 2009 – Des mobilisations en faveur du réengagement de l'État ou contre l'ordre politique ?

Surtout portées par des acteurs du champ associatif, les mobilisations protestataires sollicitent une intervention de l'État pour relancer un développement et garantir le bien-être des habitants dans des périphéries territoriales. Une même historicité de la protestation caractérise les deux sites, d'où un discours revendicatif ambigu à l'égard de l'État : le mythe de la rébellion contre le pouvoir central alterne avec celui du résistant nationaliste. Le collectif protestataire réinvente et met en scène une communauté identitaire locale et use d'un récit de marginalisation (de la périphérie par le centre) sur le registre de l'affect et la morale, contribuant à une dénégation du caractère politique de la protestation. Répression et octroi d'aides sont les réponses de l'État.

Mots clés : Gafsa, Sidi Ifni, mobilisation, État, développement, collectif identitaire.

Antoine DUMONT : De Redeyef à Nantes : mobilisation sociale et migration internationale

Mobilisation sociale et migration internationale peuvent être étroitement articulées dans les pratiques militantes, comme l'illustre l'exemple de Redeyef, dans le bassin minier de Gafsa (Tunisie). Le mouvement social de 2008, axé sur le droit au travail et à la dignité, et sa répression par l'État tunisien ont contribué à réactiver la filière migratoire vers Nantes (France), principal pôle d'installation des migrants de Redeyef depuis les années 1970. Les Tunisiens déjà présents s'y mobilisent et créent avec des organisations un collectif de soutien aux luttes en Tunisie et aux sans-papiers tunisiens à Nantes. Ces mobilisations entrecroisées du « dehors » et du « dedans » mettent en évidence un phénomène d'internationalisation par la migration de la contestation.

Mots clés : Migration, mobilisation, pratiques militantes, Redeyef, Tunisie, Nantes.

Marie-Noëlle ABIYAGHI, Myriam CATUSSE : « Non à l'état holding, oui à l'État providence » – Logiques et contraintes des mobilisations sociales dans le Liban de l'après-guerre

La société libanaise démontre des capacités de mobilisation politique remarquables, mais une singulière faiblesse des revendications sociales. Depuis la fin de la guerre civile (1990), des mouvements se sont organisés contre les effets anti-sociaux des politiques de reconstruction du pays, mais ont rarement été couronnés de succès. L'État social libanais reste embryonnaire, les droits sociaux se réduisent à peau de chagrin et le fossé social s'élargit. C'est sur cet apparent paradoxe que porte cet article. Nous examinons la timidité des politiques sociales, puis les limites dans lesquelles s'organisent aujourd'hui des mobilisations emblématiques, celles des secteurs du transport routier et de l'enseignement public secondaire.

Mots clés : Liban, mobilisations, syndicalisme, droits sociaux, État social, enseignement, transport routier.

Marie DUBOC : La contestation sociale en Égypte depuis 2004 – Précarisation et mobilisation locale des ouvriers de l'industrie textile

Depuis 2004, plus de 1,7 million d'Égyptiens ont protesté sur leur lieu de travail en recourant à la grève, au sit-in ou à d'autres formes de protestation. L'une des particularités de ces mobilisations qui constituent le plus important mouvement de contestation depuis 1952 est d'émaner de secteurs très variés de l'économie. Cet article étudie d'une part l'impact du contexte politique et économique à l'échelle locale. Par ailleurs, à travers une étude ethnographique réalisée dans deux usines textiles situées dans la région du Delta – Misr li-Ighazl wa al-nasij à Mahalla al-Kubra et Indorama à Shibin al-Kawm – je propose de présenter le mode d'organisation à l'échelle locale en mettant en évidence les réseaux sociaux, les structures permettant de promouvoir les revendications des grévistes ainsi que les trajectoires des organisateurs.

Mots clés : Grèves, mouvements sociaux, Égypte, réseaux, ouvriers, précarité.

Nathalie BERNARD-MAUGIRON : Nouvelles stratégies de mobilisation et réforme du droit de la famille - La « loi sur le khul' » en Égypte

Le droit de la famille dans les pays arabes est chargé d'une telle symbolique politique et religieuse que la référence au religieux est devenue une modalité incontournable de participation au débat public. Aucun acteur ne remet plus en cause sa prédominance et les organisations féministes ont même fini par se rallier à ce cadre discursif dominé par la quête du « véritable sens » des sources religieuses en matière de statut personnel. À travers l'analyse du processus d'élaboration de la « loi sur le khul' » en Égypte en 2000 et les débats et mobilisations suscités par son adoption, cette contribution s'attachera à analyser les tensions et les enjeux qui prédominent au sein de la scène politique égyptienne et la prégnance du cadre de référence religieux, tout en s'interrogeant sur le rôle que peuvent jouer, dans le changement social, des normes juridiques imposées par l'État.

Mots clés : Égypte, shari'a, khul', mobilisation, autoritarisme, droit de la famille.

Laure GUIRGUIS : Contestations coptes contemporaines en Égypte

Dans cet article j'étudierai les caractéristiques inédites de l'activisme copte contemporain en Égypte. J'insisterai sur l'interaction complexe qui existe entre ses deux tendances antagonistes, communautariste et universaliste. Je mettrai en lumière les dynamiques nationales et transnationales qui motivent l'émergence de nouvelles formes de mobilisations ainsi que les diverses réactions du régime égyptien à ces contestations.

Mots clés : Contestation, mobilisation, Égypte, coptes, confessionnel, conversions religieuses, violence, autoritarisme.

Bouchra SIDI HIDA : Mobilisations collectives à l'épreuve des changements au Maroc

Le changement lié au processus de modernité et aux réformes portées par la politique de libéralisation économique engagée par le Maroc, s'accompagne de l'émergence de nouveaux acteurs sociaux qui s'approprient Internet, Facebook, en tant qu'espace virtuel de liberté d'expression pour une nouvelle socialisation des mobilisations collectives. En investissant l'espace public par de nouvelles stratégies et un nouveau répertoire d'action, ils tentent de renverser les conventions, les coutumes et les croyances pour des droits plus subjectifs. La nouveauté de ces actions se situe dans leur extraversion. Ces mobilisations collectives seront pensées et analysées par la sociologie du sujet, une démarche traitant l'acteur à travers son rapport social à l'autre. Ce rapport reflète une tension dynamique qui semble génératrice de conflits permanents, voire de changement. L'article se base sur l'observation, des entretiens et une analyse documentaire.

Mots clés : Mobilisations collectives, Internet, Facebook, espace virtuel/public, activisme numérique, Maroc.

Sabine PLANEL : Mobilisations et immobilisme dans l'arrière-pays de Tanger-Med – Effet des contradictions de la réforme de l'État

L'arrière-pays du port de Tanger-Med subit une transformation brutale, les populations réagissent en se saisissant des structures d'opportunité politique que leur octroie la réforme en cours de l'appareil d'État marocain. Ces structures hybrides issues d'un mouvement de décentralisation inabouti révèlent de nombreux dysfonctionnements qui bloquent les mobilisations sociales. Ce jeu institutionnel intervient dans un climat de renouveau de la gouvernance locale encore fortement marqué par la tutelle d'un État centralisateur. D'une part, les intérêts du projet portuaire priment sur les intérêts locaux mais surtout, la transformation de l'appareil d'État, notamment à travers son rééquilibrage à l'échelle locale, porte de nombreuses contradictions favorables à une pratique descendante du pouvoir.

Mots clés : Mobilisations sociales, rééquilibrage de l'appareil d'État, gouvernance locale, pouvoirs locaux, Tanger-Med, Maroc.

RÉVOLUTIONS CIVILES : LE BASCULEMENT DU POLITIQUE

Michaël Béchir AYARI : Des maux de la misère aux mots de la « dignité » – La révolution tunisienne de janvier 2011

Le volontarisme révolutionnaire, en vogue dans les milieux d'extrême-gauche à l'échelle mondiale, durant les années 1960-1970, a été mis à mal par le caractère spontané de la révolution tunisienne de janvier 2011. Cette conception qui se décline en sociologie des mobilisations par une focalisation sur le rôle des organisations et de leurs ressources est impuissante à rendre compte de la soudaine politisation des revendications immédiates (pain, travail) du sous-prolétariat tunisien. Au demeurant, cette montée en généralité aurait sans doute été impossible sans un cadrage sémantique préalable en termes de « lutte pour la dignité ». Ce cadrage, qu'aucun collectif militant n'a effectué de manière volontaire, a permis l'alliance entre les différentes catégories sociales de la société tunisienne autour d'une finalité sans ambiguïté : le départ du président Ben Ali et de la famille Trabelsi. La révolution tunisienne montre ainsi la rapidité avec laquelle les souffrances sociales les plus diverses peuvent être nommées, et partant rendus intolérables, par des mots dont le pouvoir de mobilisation est, dans certaines circonstances, plus important que celui de n'importe quelle « avant-garde ».

Mots clés : Révolution tunisienne, volontarisme révolutionnaire, cadrage sémantique, dignité, mobilisations.

Larbi CHOUIKHA, Éric GOBE : La force de la désobéissance : retour sur la chute du régime de Ben Ali

Le mouvement protestataire tunisien, qui a conduit à la chute du président Ben Ali, se caractérise par l'inexistence de leaders. Certes, la Centrale syndicale, l'UGTT, a accompagné une action collective qui, lancée par une jeunesse désœuvrée, a pris une dimension transpartisane et a mobilisé toutes les catégories sociales. Mais l'UGTT n'a pas été l'acteur du « changement d'échelle » de l'épisode conflictuel né à Sidi Bouzid. Le mouvement de protestation s'est politisé et a pris une envergure nationale grâce à l'usage des nouvelles technologies de l'information qui lui ont servi de caisse de résonance. Toutefois, la « réussite » de la mobilisation populaire ne doit pas nous faire perdre de vue qu'elle s'articule à une « révolution de palais » conduite par l'armée et certains éléments de l'oligarchie au pouvoir.

Mots clés : Ben Ali, protestation, révolution, réseaux sociaux, action collective, UGTT, Tunisie.

Sarah BEN NÉFISSA : Ces 18 jours qui ont changé l'Égypte – Révolution civile et politique

L'article s'interroge sur les significations de la révolution sans leadership que l'Égypte vient de vivre. Il pose l'importance d'analyser les 18 jours du soulèvement dans le cadre de la reformulation générale de rapports entre l'État et la société en Égypte depuis 2005, avec notamment un processus de démonopolisation médiatique et une multiplication des protestations sociales. Il analyse le jeu des différents acteurs du soulèvement qui ont conduit Hosni Moubarak à démissionner. Il s'interroge sur les acteurs politiques dominants du processus politique futur: l'armée et les Frères musulmans et, enfin, il pose l'hypothèse de la nature civile de la révolution égyptienne.

Mots clés : Révolution, société civile, politique, jeunesse, médias, Égypte.